

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 23-27 février 2004

QUESTIONS D'ORGANISATION ET DE PROCÉDURE

**Point 10 de l'ordre du
jour**

Pour information*

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2004/10-D
5 février 2004
ORIGINAL: ANGLAIS

NOTE D'INFORMATION SUR LE PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE LA SÉCURITÉ DU PAM

* En application des décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance, approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre du Conseil en fait la demande spécifique avant la réunion et que la présidence accepte la requête au motif qu'il s'agit là d'une utilisation efficiente du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Division des services de gestion (MS) et Coordonnateur/agent de liaison pour les questions de sécurité: M. A. Lukach tél.: 066513-2500

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



GENERALITES

1. Suite aux attaques lancées contre les Nations Unies le 19 août 2003 et depuis cette date, les dirigeants du PAM ont entrepris un programme de mise à niveau de la sécurité dans le but de définir et de mettre en oeuvre des mesures pour répondre aux nouvelles menaces, de sorte que le personnel du PAM puisse poursuivre son travail d'aide en faveur des pauvres souffrant de la faim dans les régions du monde les plus exposées à l'insécurité, sans être à son tour victime.
2. Dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2004–2005 (WFP/EB.3/2003/5-A/1), le Directeur exécutif a proposé la création d'un fonds d'urgence pour la mise à niveau de la sécurité afin de répondre aux besoins de l'Organisation en matière de sécurité à l'échelle mondiale. Le Conseil d'administration avait été informé à l'époque que selon les estimations, le montant requis s'élevait à 20 millions de dollars E.-U.
3. À sa troisième session ordinaire de 2003, dans le cadre de l'examen du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2004–2005, le Conseil d'administration a autorisé le Directeur exécutif à affecter un montant de 20 millions de dollars au maximum, prélevés sur le compte de péréquation AAP, pour couvrir les coûts exceptionnels liés à l'amélioration du système de sécurité dans les bureaux du PAM (Décision 2003/EB.3/6-i). Le Secrétariat a indiqué son intention de tenir le Conseil informé sur cette question importante à la première session ordinaire de 2004.
4. Le présent document vise à informer le Conseil de l'état d'avancement du programme de mise à niveau de la sécurité du PAM depuis octobre 2003.

DOMAINES CLES DU PROGRAMME DE MISE A NIVEAU DE LA SECURITE

5. Aucun système de sécurité n'est en mesure d'éliminer totalement les menaces. Cependant, les six domaines clés couverts par le programme de mise à niveau de la sécurité énumérés ci-dessous permettront au PAM de contrôler son environnement systématiquement, d'anticiper les incidents liés à la sécurité et de s'y préparer, ainsi que d'améliorer la capacité d'intervention et de protection au moyen de services de formation, de matériel et de mesures concrètes de sécurité supplémentaires. Le programme est entièrement mis en oeuvre sur la base d'une évaluation mondiale des menaces pour que le PAM puisse cibler les problèmes, hiérarchiser les priorités et concentrer ses interventions. Le programme constitue une mise à niveau puisqu'il tire parti des progrès réalisés jusqu'à présent dans les domaines de la sûreté et la sécurité du personnel, notamment sur le terrain.
6. Les domaines clés du programme de mise à niveau de la sécurité sont présentés ci-après, accompagnés de leurs coûts estimatifs en dollars:
 - **Évaluation de la sécurité des sites (300 000 dollars):** Évaluer les mesures tant concrètes que procédurales concernant la sécurité des bâtiments au siège du PAM, dans les bureaux régionaux, dans les bureaux et les bureaux auxiliaires situés dans des zones dites en phase III ou supérieures, dans les bureaux du PAM situés dans les maisons des Nations Unies ou dans des locaux communs et d'autres endroits où le PAM est présent, en fonction des risques.



- **Amélioration de la sécurité des sites (13,1 millions de dollars):** Améliorer la sécurité des bâtiments, les systèmes de contrôle de l'accès et les mesures de protection des installations et des véhicules, et le contrôle des parkings.
- **Évaluation des menaces dans les pays (300 000 dollars):** Évaluer l'ampleur de la menace que représentent la situation politique, les conflits, la criminalité et le terrorisme dans les pays présentant un risque moyen à élevé; mettre en oeuvre des mesures pour réduire les risques, donner suite aux recommandations formulées lors des précédentes évaluations et participer aux évaluations conjointes interinstitutions/du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité (UNSECOORD), s'il y a lieu.
- **Amélioration de la sécurité sur le terrain (2 millions de dollars):** Rendre tous les sites du PAM parfaitement conformes aux normes minimales de sécurité applicables aux opérations (MOSS), désigner des coordonnateurs de la sécurité au niveau des pays et veiller à la mise en service des cellules de coordination de la sécurité dans les pays.
- **Sécurité du personnel (400 000 dollars):** Veiller à dispenser une formation continue en matière de sécurité à l'intention de tout le personnel et assurer la formation avancée du personnel affecté dans les zones dites en phase III et IV, garder une réserve stratégique de gilets pare-balles pour le personnel, installer une protection supplémentaire sur les véhicules (zones en phase III et IV), distribuer des badges d'identité personnels et mettre en place des contrôles de sécurité, la surveillance des déplacements du personnel et la responsabilisation à tous les niveaux.
- **Personnel chargé de la sécurité (3,9 millions de dollars):** Nommer des conseillers régionaux en matière de sécurité, des responsables supplémentaires de la sécurité sur le terrain, un responsable de l'analyse des problèmes de sécurité et des gardes supplémentaires pour certains sites.

PROGRES REALISES DANS LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE MISE A NIVEAU DE LA SECURITE

7. **Évaluation de la sécurité.** En vue d'exploiter efficacement les ressources, des évaluations de la sécurité des sites et des menaces à l'échelon national sont habituellement menées dans le cadre d'une mission dans le pays; dans la mesure du possible, le PAM essaie de mener ces missions conjointement avec l'UNSECOORD et les autres organismes sur place.
 - **Siège.** À l'issue d'une évaluation exhaustive de la sécurité menée au siège du PAM, des recommandations détaillées ont été formulées en vue d'améliorer la sécurité. Le Directeur exécutif a approuvé des plans visant à renforcer le portail de l'entrée principale et de le déplacer pour améliorer le filtrage et la surveillance des visiteurs; les travaux commenceront après la présente session du Conseil d'administration.
 - **Bureaux et bureaux auxiliaires situés dans des zones en phase III ou supérieures.** Des évaluations de la sécurité ont été conduites dans 21 pays où opère le PAM et qui figurent parmi les 26 zones de risque maximum d'après l'UNSECOORD. La nouvelle série d'évaluation est prévue qui concernera d'autres zones en phase de sécurité III ou supérieure; la priorité sera accordée aux bureaux du PAM situés dans les maisons des Nations Unies ou dans des locaux mis en commun avec d'autres organismes.



- **Autres sites du PAM.** La sécurité du Centre logistique conjoint des Nations Unies de Brindisi (Italie) a été évaluée. Des évaluations des bureaux de liaison ou d'information du PAM dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques seront entreprises conjointement avec l'UNSECOORD et d'autres organismes internationaux situés dans les mêmes villes.
8. **Amélioration de la sécurité des sites.** Après analyse des enseignements tirés des attaques lancées contre les Nations Unies en 2003, qui ont entraîné des morts et des blessés, le Directeur exécutif a chargé les bureaux du PAM dans le monde entier de passer en revue les mesures de protection des installations et de faire poser une pellicule de protection pour vitrage aux fenêtres. L'installation de cette protection a commencé dans les bureaux situés dans les zones en phase III ou supérieure et a été achevée dans 21 pays ainsi qu'au siège du PAM. On estime qu'elle sera terminée d'ici à la fin de 2004 sur tous les sites du PAM.
9. **Amélioration de la sécurité sur le terrain.** Rendre les sites du PAM parfaitement conformes aux normes MOSS a constitué une priorité en matière de sécurité au cours des deux dernières années, mais la mise en oeuvre de ces mesures sur le terrain a nécessité plus de temps que prévu. Les raisons de ce retard sont les suivantes: i) escalade des phases de sécurité, impliquant l'application de normes MOSS plus sévères; ii) nécessité de remplacer le matériel endommagé, obsolète ou perdu, à la suite d'une évacuation par exemple; et iii) contraintes budgétaires. Dans le cadre du Programme de mise à niveau de la sécurité, 26 pays ont à ce jour établi leurs besoins pour se mettre en conformité avec les normes MOSS et ont reçu l'approbation et les fonds nécessaires à l'achat du matériel approprié. Les besoins en matière de sécurité sur le terrain d'un pays donné sont bien entendu révisés à l'issue d'une évaluation de la sécurité visant à déterminer si la situation a changé. Le PAM a pour objectif de rendre tous les lieux d'affectation parfaitement conformes aux normes MOSS dans les six prochains mois, et de les maintenir à ce niveau à l'avenir.
- Pour faciliter les échanges d'informations avec le terrain, les directeurs de pays ont été invités à désigner parmi les fonctionnaires internationaux expérimentés des coordonnateurs pour les questions de sécurité, conformément au paragraphe 24 de la circulaire 2003/001 du Directeur exécutif, et à assurer la mise en service de cellules locales de coordination de la sécurité, avec la participation de l'UNSECOORD et des responsables de la sécurité sur le terrain employés par le PAM.
10. **Sécurité du personnel.** L'expérience acquise par le PAM montre que la formation en matière de sécurité permet de sensibiliser davantage le personnel et de sauver des vies. Au cours de l'année 2003, le PAM a participé à l'élaboration du CD-ROM de l'UNSECOORD sur les questions essentielles en matière de sécurité sur le terrain dont le Secrétaire général a rendu la consultation préalable obligatoire pour tous les fonctionnaires des Nations Unies devant se rendre dans une zone en phase de sécurité. Environ 70 pour cent des membres du PAM ont suivi ce cours interactif en anglais ou en français; des versions dans d'autres langues sont en cours d'élaboration. Le PAM a noté que la formation à l'intervention en cas d'urgence constituait une excellente préparation au travail sur le terrain lorsque celui-ci se déroule dans des conditions hostiles et dangereuses. Le cours sera proposé quatre fois en 2004 et quatre fois en 2005. Une formation spécialisée sera proposée aux gardes, dont trois ont été inscrits à un cours avancé de protection rapprochée, de même qu'aux responsables de la sécurité sur le terrain, qui participeront à un atelier annuel comprenant notamment une formation intensive sur la gestion des traumatismes. Des évaluations concernant les gilets pare-balles et les badges de données médicales sont en cours.



11. **Personnel chargé de la sécurité.** Un Conseiller régional supplémentaire en matière de sécurité a été nommé dans chacun des six bureaux régionaux pour renforcer l'infrastructure des systèmes de sécurité du PAM. De nouveaux postes de fonctionnaires chargés de la sécurité sur le terrain ont été créés dans sept pays en phase III ou supérieure; le recrutement est presque terminé. Un responsable de l'analyse des problèmes de sécurité a été recruté au siège pour rassembler et interpréter les informations provenant du terrain en vue de prévoir l'évolution du danger dans les différents lieux d'affectation du PAM dans le monde. Le Directeur exécutif a approuvé l'affectation à Rome d'un autre spécialiste des questions de sécurité chargé d'assurer la liaison avec le Gouvernement italien, les États membres et les organisations internationales en vue d'atténuer les risques auxquels sont exposés les fonctionnaires du PAM en cas de situation dangereuse.

FINANCEMENT DU PROGRAMME DE MISE A NIVEAU DE LA SECURITE DU PAM

12. Suite à la décision prise par le Conseil à sa troisième session ordinaire d'octobre 2003, le Directeur exécutif a affecté 20 millions de dollars au programme de mise à niveau de la sécurité du PAM pour l'exercice biennal 2004–2005. Ces fonds ont été affectés aux six éléments du programme conformément aux montants indiqués au paragraphe 6 ci-dessus.
13. Comme prévu, 30 pour cent du montant alloué (soit 6 millions de dollars) ont été engagés au cours des quatre premiers mois du programme. Ce niveau de dépenses devrait rester inchangé pour le reste de l'année 2004, car tout incite à mettre en oeuvre au plus vite des mesures de protection.
14. Les dépenses réelles correspondent généralement aux prévisions. Toutefois, deux catégories —amélioration de la sécurité sur le terrain et personnel chargé de la sécurité— exigent des dépenses supérieures aux prévisions. Cette augmentation est due essentiellement à la nécessité de satisfaire à des normes MOSS plus sévères en raison des niveaux d'insécurité croissants dans le monde et du recrutement d'agents de sécurité qui s'est effectué plus rapidement que prévu grâce à l'utilisation efficace par le PAM de sa réserve de candidats à des postes de spécialistes de la sécurité.
15. D'ici à la réunion annuelle du Conseil en mai 2004, le Secrétariat sera en mesure d'indiquer si les fonds affectés au Programme de mise à niveau de la sécurité du PAM sont suffisants pour atteindre les objectifs.

PROCHAINES ETAPES

16. La Sous-Division de la sécurité au siège et sur le terrain de la Division des services de gestion continuera de surveiller la mise en oeuvre du Programme de mise à niveau de la sécurité. À sa session annuelle de mai 2004, le Conseil d'administration sera tenu informé par le Secrétariat des progrès accomplis et de l'adéquation des fonds alloués.
17. Comme il est indiqué dans le Programme de travail provisoire du Conseil d'administration pour l'exercice biennal 2004–2005 (WFP/EB.3/2003/10-A/1), le Secrétariat informera le Conseil sur la mise en oeuvre du nouveau mécanisme de gestion de la sécurité au sein du système des Nations Unies, et lui présentera notamment un rapport sur la situation des obligations financières du PAM au titre du système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies et de l'UNSECOORD, conformément à la formule établie de partage des coûts applicable pour l'exercice biennal 2004–2005.



18. Le PAM participera à la réunion annuelle du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité qui se tiendra en mai 2004. Des questions présentant un intérêt pour la sécurité des fonctionnaires du PAM, y compris la sécurité aérienne, seront examinées afin d'établir des recommandations en matière de politiques, qui seront ensuite soumises pour approbation au Comité de haut niveau sur la gestion.
19. Le Directeur exécutif poursuivra le dialogue avec les États membres, le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des autres organismes, de manière que l'Assemblée générale puisse réexaminer la possibilité de financer le système de gestion de la sécurité du personnel des organismes des Nations Unies au titre du budget ordinaire de l'ONU.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

AAP	Budget administratif et d'appui aux programmes
MOSS	Normes minimales de sécurité opérationnelle
UNSECOORD	Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité

